



CHAPITRE 51

CHAPTER 51

Loi modifiant la charte de la cité de Québec

An Act to amend the charter of the city of Quebec

[Sanctionnée le 22 mars 1948]

[Assented to, the 22nd of March, 1948]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunts autorisés.

1. La cité de Québec est autorisée à emprunter les sommes suivantes, subordonnément à l'approbation de la Commission municipale de Québec:

a) Cent cinquante mille dollars, pour la construction de pavages permanents;

b) Cent mille dollars pour la réfection de la couche de surface des pavages.

Idem.

2. La cité est autorisée, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec, à emprunter une somme de cent vingt mille dollars, pour racheter le capital des rentes foncières constituées sur les immeubles dont elle est actuellement propriétaire.

Idem.

3. La cité, subordonnément à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, est autorisée à emprun-

WHEREAS the city of Quebec has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs, that its charter the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The city of Quebec is authorized to borrow the following amounts, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission:

a. One hundred and fifty thousand dollars for the construction of permanent paving;

b. One hundred thousand dollars for resurfacing pavements.

2. The city of Quebec is authorized, with the approval of the Quebec Municipal Commission, to borrow a sum of one hundred and twenty thousand dollars to repay the capital of the constituted ground rents affecting the immoveable property owned at present by the city.

3. The city, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission, is authorized to borrow a sum

ter une somme n'excédant pas trois cent mille dollars pour établir des endroits de stationnement.

Rembour-
sement.

Cet emprunt sera remboursé avec les revenus provenant de ces stationnements, et s'ils sont insuffisants, la cité comblera la différence avec ses revenus ordinaires.

not exceeding three hundred thousand dollars to establish parking grounds.

This loan shall be reimbursed with the revenue derived from such parking grounds and should such revenue be insufficient, the city shall make up the difference out of its ordinary revenue.

Émission
d'obliga-
tions.

4. Aux fins ci-dessus autorisées la cité pourra émettre, sur résolution de son conseil, des obligations portant un intérêt n'excédant pas quatre pour cent l'an, payable semi annuellement, remboursables par séries dans une période ne dépassant pas vingt ans.

4. For the purposes authorized herein-
above, the city may, by resolution of its council, issue bonds, bearing interest at a rate not exceeding four per cent per annum, payable half-yearly, redeemable by series over a period not exceeding twenty years.

Pensions
prolon-
gées.

5. La cité prolongera de cinq ans ou jusqu'à la date de leur décès, si elles décèdent avant cinq ans, le paiement des pensions aux veuves des employés qui, ayant contribué au fonds de pension des employés permanents de la cité, sont devenus pensionnaires ou sont décédés avant le premier janvier 1941.

5. The city shall prolong by five years or until their death, if they die before five years, the payment of pensions to the widows of employees who, having contributed to the pension fund of the permanent employees of the city, became pensioners or died prior to the first of January, 1941.

Change-
ment de
rue.

6. La cité est autorisée à changer, par règlement, le site et la direction d'une partie de la rue Octave, en ouvrant, à partir de la ligne de division est des lots mille cinq cent vingt-sept (1527) et mille mille cinq cent vingt-huit (1528) du cadastre officiel pour le quartier Jacques Cartier et sur une largeur de vingt (20) pieds à l'ouest de cette ligne, perpendiculairement à l'axe de la rue Octave et sur lesdits lots mille cinq cent vingt-sept (1527) et mille cinq cent vingt-huit (1528), une rue ou partie de rue aboutissant au Boulevard Charest, et qui fera partie de la rue Octave, sans toutefois modifier le site ou la direction de cette partie actuellement existante de la rue Octave depuis son prolongement vers le boulevard Charest jusqu'à sa sortie sur la rue Monseigneur Gauvreau.

6. The city is authorized to change, by by-law, the location and direction of a part of Octave street, by opening, from the east dividing line of lots one thousand five hundred and twenty-seven (1,527) and one thousand five hundred and twenty-eight (1,528) of the official cadastre for Jacques-Cartier ward and upon a width of twenty (20) feet west of this line, perpendicular to the center of Octave street and upon the said lots one thousand five hundred and twenty-seven (1,527) and one thousand five hundred and twenty-eight (1,528), a street or part of a street leading into Boulevard Charest, and which shall form part of Octave street, without however changing the location and direction of the now existing part of Octave street from its extension towards Boulevard Charest to its outlet on Monseigneur Gauvreau street.

Ferme-
ture.

De plus, la cité pourra décréter, par règlement, la fermeture, l'abolition et la désaffectation de cette partie de la rue Octave, située entre le prolongement de la ligne de division des lots mille quatre cent quatre vingt-neuf-A (1489-A) et mille quatre cent quatre vingt-neuf-B (1489-B) du cadastre officiel pour le quar-

Moreover, the city may decree, by by-law, the closing, abolition and the change of use of that part of Octave street, situated between the extension of the dividing line of lots one thousand four hundred and eighty-nine A (1489-A) and one thousand four hundred and eighty-nine B (1489-B) of the official cadastre for Jac-

tier Jacques Cartier et la limite ouest de la nouvelle partie de la rue Octave, ci-dessus décrite.

Limite.

Toutefois, le site et la direction des parties de ladite rue Octave, situées à l'est et à l'ouest de la partie ainsi fermée, abolie et désaffectée ne seront pas changés ou modifiés, autrement que prévu ci-dessus.

Propriété de la cité.

La partie abolie et désaffectée de la rue Octave tombera dans le domaine privé de la cité, qui pourra en disposer de gré à gré pour des fins industrielles, commerciales, ou autres.

Dommages.

La cité devra cependant payer aux propriétaires riverains tout dommage réel et distinct de celui des autres contribuables, s'il y a lieu, résultant de l'application du présent article et Maurice Pollack Realty Company, Limited, ses successeurs ou ayants droit devront rembourser à la cité toute somme ainsi payée par elle, y compris les frais de procès. Cette créance de la cité prendra rang avec les taxes municipales et scolaires et sera en conséquence privilégiée sur tous les immeubles compris entre les rues Mgr Gauvreau, Du Pont, le boulevard Charest et la rue Octave actuelle, qui appartiennent ou appartiendront à ladite Maurice Pollack Realty Company, Limited, ou ses successeurs ou ayants droit.

Acquisitions autorisées.

7. La cité est autorisée à acquérir, à l'amiable ou par expropriation, les immeubles nécessaires pour établir des endroits de stationnement et elle pourra fixer, par résolution du conseil, un tarif des prix exigibles des occupants de ces stationnements.

Emploi des revenus.

Les revenus provenant de cette source devront être employés au remboursement du prix d'achat et de l'aménagement de ces stationnements, après paiement des frais d'exploitation et d'entretien.

Acquisitions autorisées.

8. La cité est et a toujours été autorisée, depuis le 1er mai 1947, à acquérir, à l'amiable ou par expropriation, pour fins industrielles, les immeubles situés entre le territoire des usines de St-Malo et la route Bell, afin de les revendre par groupe et de gré à gré, pour fins industrielles, avec

ques-Cartier ward and the west limit of the new part of Octave street, hereinabove described.

However, the location and direction of the parts of said Octave street, situated to the east and west of the part thus closed, abolished and affected to other use shall not be changed nor modified otherwise than hereinabove provided for.

The part of Octave street being abolished and affected to other use shall form part of the private domain of the city, which may dispose of it by private agreement for industrial, commercial or other purposes.

The city shall nevertheless pay to the owners of bordering properties any real damage and distinct from that of the other ratepayers, if any, resulting from the application of this section, and Maurice Pollack Realty Company, Limited, its successors or assigns shall reimburse to the city any sums thus paid by it, including the costs of any legal action. Such claim of the city shall rank with municipal and school taxes and shall accordingly be privileged on all the immoveables comprised between Mgr Gauvreau street, Du Pont street, Charest boulevard and the present Octave street, which belong or shall belong to the said Maurice Pollack Realty Company, Limited, or its successors or assigns.

7. The city is authorized to acquire, by mutual agreement or by expropriation, the immovable property required to establish parking grounds and it may, by resolution of the council, fix the scale of charges to be paid by the users of such parking grounds.

The revenue derived from this source shall be employed to reimburse the purchase price and establishment costs of such parking grounds, after operating and maintenance costs have been paid.

8. The city is and always has been authorized, since the 1st of May, 1947, to acquire by private agreement or expropriation, for industrial purposes, the immovable property situated between the territory of the Saint-Malo shops and Bell's road, to resell same in lots and by

l'assentiment de la Commission municipale de Québec.

Évaluation.

L'évaluation des édifices érigés dans cette zone pour fins commerciales ou industrielles pourra, subordonnement à l'approbation de la Commission municipale de Québec, être fixée par résolution du conseil à cinquante pour cent de la valeur réelle, et ce pour une période de cinq ans.

Évaluation.

Le même privilège pourra être accordé sur les immeubles construits à la Pointe-aux-Lièvres sur les terrains vacants vendus par la cité pour fins industrielles ou commerciales.

mutual agreement for industrial purposes, with the consent of the Quebec Municipal Commission.

The valuation of the buildings erected in this zone for commercial or industrial purposes may, for a period of five years, and subject to the approval by the Municipal Commission, be fixed by a resolution of the council, at fifty per cent of their real value.

Valuation.

The same privilege may be granted with respect to buildings erected at Pointe-aux-Lièvres on vacant lots sold by the city for industrial or commercial purposes.

Valuation.

1929, c. 95, a. 5, remp.

9. L'article 5 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant :

Territoire compris.

"5. Le territoire de la cité de Québec est compris dans les bornes et limites suivantes :

Une ligne partant de l'extrémité nord-est de la levée construite par les commissaires du havre, à l'embouchure de la rivière Saint-Charles, et courant à travers l'embouchure de ladite rivière, en suivant la ligne des basses marées jusqu'au prolongement en droite de la ligne est de division de cette partie du lot 737 du cadastre de la paroisse de Beauport; — et, de là, suivant ladite ligne de division jusqu'au chemin de Beauport et son prolongement en droite ligne jusqu'au côté nord dudit chemin, de là, tournant à gauche et suivant le côté nord dudit chemin de Beauport jusqu'à la ligne de division entre les lots de terres désignés par les numéros 589 et 585 du cadastre de la paroisse de Saint-Roch nord, de là, tournant à droite et suivant la ligne de division entre lesdits lots jusqu'à son extrémité, — de là, tournant à gauche et suivant la limite nord des numéros 585, 584 et 581 jusqu'à son intersection avec la ligne de division entre les lots 716 et 717 du cadastre de la paroisse de Charlesbourg et suivant ladite ligne de division jusqu'au chemin de Charlesbourg et à travers ledit chemin en droite ligne pour suivre la limite nord des numéros de cadastre 426 et 425 de la paroisse de Saint-Roch nord jusqu'à l'extrémité nord-ouest dudit numéro 425, — de là, tournant à gauche et suivant la

9. Section 5 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following :

1929, c. 95, s. 5, replaced.

"5. The territory of the city of Quebec shall be comprised within the following boundaries and limits :

Territory comprised.

A line starting from the northeast end of the embankment built by the Quebec Harbour Commissioners at the mouth of the River St. Charles and across the mouth of the said river, following the low tide line to the prolongation in a straight line of the eastern dividing line of that portion of lot 737 of the cadastre for the parish of Beauport;—thence following the said dividing line to the Beauport road and its extension in a straight line to the north side of the said road,—thence turning to the left and following the north side of the said Beauport road to the dividing line between the lots of land designated under the numbers 589 and 585 of the cadastre for the parish of St. Roch North,—thence, turning to the right and following the dividing line between the said lots to its extremity,—thence turning to the left and following the northern boundary of lots numbers 585, 584 and 581 to its intersection with the dividing line between lots 716 and 717 of the cadastre for the parish of Charlesbourg, and following the said dividing line as far as the Charlesbourg road and across the said road in a straight line following the northern boundary of numbers 426 and 425 of the cadastre for the parish of St. Roch North to the northwestern end of said lot No. 425,—thence to the left, following the western

ligne ouest de division des lots 425, 420 et 419, — de là, tournant à droite et suivant la ligne nord de division du numéro 4 jusqu'à son extrémité, — de là, tournant à gauche et suivant la ligne ouest de division dudit numéro 4 jusqu'à la rivière Saint-Charles, — de là, tournant à droite et suivant la ligne des hautes marées sur la rive gauche de la rivière Saint-Charles jusqu'au point connu comme pont Scott, — de là, tournant à gauche à travers ladite rivière sur la rive droite de ladite rivière, à la hauteur des hautes marées et longeant la route du pont Scott du côté ouest jusqu'à la rue Saint-Vallier, — de là, tournant à droite et suivant le côté nord de ladite rue jusqu'à et y compris la route communément appelée "route de Bell", — de là, tournant à gauche et suivant le côté ouest de ladite route de Bell jusqu'à son intersection avec le côté nord du boulevard de l'Entente, — delà, tournant à droite et suivant ledit côté nord du boulevard de l'Entente jusqu'à la cime du cap, et, de là, à l'ouest en suivant la cime du cap jusqu'à la ligne nord-est de division du No 120 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy, de là, suivant ladite ligne jusqu'au chemin Sainte-Foye, de là, traversant ledit chemin et suivant la ligne nord-est du lot 127 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foy prolongée jusqu'au côté sud-est du chemin Gomin, de là, suivant le côté sud-est du chemin Gomin, jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 46 et 47 du cadastre officiel de la paroisse Notre-Dame de Québec banlieue, — de là, suivant une ligne droite jusqu'à l'intersection du côté sud-ouest de l'avenue Montcalm avec le côté sud-est de la rue Saint-Cyrille; — de là, suivant successivement ledit côté sud-est de la rue St-Cyrille, le côté sud-ouest du chemin Belvédère, le côté nord-ouest du chemin Saint-Louis (Boulevard Laurier) jusqu'au prolongement du côté sud-ouest du chemin de l'anse au Foulon, ledit prolongement et ledit côté sud-ouest du chemin de l'anse au Foulon deviant vers l'est jusqu'à la ligne de démarcation entre le lot 227 et le lot de subdivision 228-1 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, ladite ligne de démarcation et une ligne brisée lui faisant suite et séparant

dividing line of lots 425, 420 and 419, — thence, to the right, following the northern dividing line of lot 4 to its extremity, — thence to the left, following the western dividing line of said lot 4 to the River St. Charles, — thence to the right, following the highwater mark on the left bank of the River St. Charles to the point known as Scott's Bridge, — thence to the left, across the said river on the right bank of the said river, at the high water mark, along Scott Bridge road on the west side as far as St. Vallier street, — thence to the right following the north side of said street as far as and including the road commonly called Bell's road, — thence to the left, following the west side of said Bell's road to its intersection with the north side of Boulevard de l'Entente, — thence to the right and following the said north side of Boulevard de l'Entente to the summit of the cliff, and thence to the west following the summit of the cliff as far as the northeast dividing line of No. 120 of the cadastre for the parish of Ste. Foy, — thence, following the said line to the Sainte-Foy road, thence crossing the said road and following the northeast line of lot 127 of the official cadastre for the parish of Ste. Foy, extended to the southeast side of Gomin road, thence following the southeast side of Gomin road to the extension of the dividing line of lots 46 and 47 of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-de-Québec banlieue, — thence following a straight line to the intersection of the southwest side of Montcalm avenue with the southeast side of St. Cyrille street, — thence, following successively the said southeast side of St. Cyrille street; — the southwest side of Belvedere road, the northwest side of St. Louis road (Laurier Boulevard) to the extension of the southwest side of the road of L'Anse-au-Foulon, the said extension and the said southwest side of the road of L'Anse-au-Foulon turning to the east to the dividing line between lot 227 and the subdivision lot 228-1 of the official cadastre for the parish of St. Colomb-de-Sillery, the said dividing line and an irregular line following same and separating the aforesaid lot 227 from original lots 229 and 230 of the same official cadastre, the line dividing lots 165 and 168 of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-de-

le susdit lot 227 des lots originaires 229 et 230 du même cadastre officiel, la ligne séparant les lots 165 et 168 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de Québec banlieue des lots originaires 230 et 232 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, jusqu'à la ligne des commissaires du havre et, — de là, ladite ligne des commissaires du havre de Québec jusqu'à l'extrémité nord-est de l'extension de la levée Louise.

Les limites de la cité incluent tous les quais et terres-pleins construits dans le fleuve Saint-Laurent et l'estuaire de la rivière Saint-Charles et joignant la terre ferme ou reliés à la terre ferme de ladite cité.

Annexion d'une partie de la paroisse de Charlesbourg

Les numéros 717, 718, 719, 720, 721 et ses subdivisions, 722 et ses subdivisions, 723 et ses subdivisions, 724, 725, et 726 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg sont annexés à la cité de Québec, à toutes fins quelconques, tant municipales que scolaires.

Les conditions de ladite annexion sont les suivantes:

1. Les lots ci-dessus mentionnés conserveront leur évaluation actuelle pendant une période de vingt ans à compter du jour de l'annexion ou aussi longtemps, pendant ladite période, que les dits lots seront la propriété de ceux qui les détiennent actuellement, ou de leurs héritiers en ligne directe;

2. Si les propriétaires actuels divisent lesdits lots en lots à bâtir, en tout ou en partie, la cité pourra taxer chaque lot ainsi divisé d'après le système alors en vigueur dans ladite cité, et ce, aussitôt que les lots seront passés entre les mains de tiers, soit par promesse de vente ou autrement;

3. Les propriétaires des lots actuels, au cas de division dudit terrain en lots à bâtir, s'engagent à grouper autant que possible la vente de leurs lots dans une même circonscription, et ce, dans une proportion de cinquante pour cent;

4. En compensation de la perte du revenu des taxes ainsi que de la perte des améliorations d'aqueduc et de voirie fai-

Québec banlieu from original lots 230 and 232 of the official cadastre for the parish of St. Colomb-de-Sillery, to the Quebec Harbour Commissioners' line, and,— thence the said Harbour Commissioners' line to the northeastern end of the extension of the Louise embankment.

The limits of the city shall include all the wharves and embankments built in the river St. Lawrence and the estuary of the river St. Charles, adjoining to or connected with the mainland of the said city.

Annexion of part of the parish of Charlesbourg

Numbers 717, 718, 719, 720, 721 and its subdivisions, 722 and its subdivisions, 723 and its subdivisions, 724, 725 and 726 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, are annexed to the city of Quebec for all municipal and school purposes whatsoever.

The conditions of such annexation are as follows:

1. The above-mentioned lots shall retain their present valuation for a period of twenty years from the date of annexation or as long during such period as such lots are the property of those now holding them, or of their heirs in direct line;

2. If the present owners subdivide the said lots into building lots, in whole or in part, the city may tax each lot so divided, according to the system then in force in the said city, as soon as the lots pass into the hands of third parties, by promise of sale or otherwise;

3. The present owners of the lots, in the event of a subdivision into building lots, undertake to group as far as possible the sale of their lots into one area, in a proportion of fifty per cent;

4. As indemnity for the loss of revenue from taxes and the loss of the waterworks and road improvements effected by the

tes par la municipalité du village de Charlesbourg, dans ledit territoire annexé, la cité de Québec s'engage à payer à la municipalité du village de Charlesbourg, à compter de la présente annexion, une somme annuelle de quinze cents dollars et ce, pendant quinze ans."

municipality of the village of Charlesbourg in the said annexed territory, the city of Quebec undertakes to pay to the municipality of the village of Charlesbourg, from and after this annexation, an annual sum of fifteen hundred dollars for a period of fifteen years."

1929, c. 95, a. 6, remp. **10.** L'article 6 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

10. Section 6 of the act 19 George V, chapter 95 is replaced by the following: 1929, c. 95, s. 6, replaced.

Quartiers: **"6.** La cité se divise en sept quartiers, savoir: les quartiers Champlain, St-Jean-Baptiste, Montcalm, St-Roch, St-Sauveur, Limoilou-Ouest et Limoilou-Est; ces quartiers ont les limites suivantes:

Champlain. Le quartier Champlain comprend toute cette partie de la haute-ville située en dedans des murs et toute cette partie de la basse ville située à l'est d'une ligne tirée dans le milieu de la rue St-Roch, depuis le pied du cap jusqu'à la rivière St-Charles, et ce, jusqu'aux limites de la cité du côté de la paroisse de St-Colomb de Sillery.

St-Jean-Baptiste. Le quartier St-Jean Baptiste comprend tout l'espace qui est borné par le quartier Jacques Cartier au nord, les murs de la ville à l'est, la cime du cap du fleuve St-Laurent au sud, et une ligne tirée du centre de la rue De Salaberry à l'ouest.

Montcalm. Le quartier Montcalm comprend le territoire qui s'étend à l'ouest depuis la rue De Salaberry jusqu'aux limites de la cité et compris entre la cime du coteau Ste-Geneviève du côté nord, et la cime du cap du fleuve St-Laurent et la paroisse de Sillery, du côté sud.

St-Roch. Le quartier St-Roch comprend la partie de la cité bornée à l'est par une ligne tirée au milieu de la rue St-Roch, au nord par le lit de la rivière St-Charles, à l'ouest par une ligne tirée au milieu du boulevard Langelier, et au sud par la cime du cap.

St-Sauveur. Le quartier St-Sauveur est borné à l'est par le quartier St-Roch, au sud par la cime du coteau Ste-Geneviève, à l'ouest par la route Bell et au nord par le lit de la rivière St-Charles.

Limoilou-Ouest. Le quartier Limoilou-Ouest comprend cette partie de la cité située au nord de la rivière St-Charles, à l'ouest de la Troisième Avenue et du boulevard Benoît XV,

"6. The city is divided into seven Wards: wards, namely: Champlain, St. Jean-Baptiste, Montcalm, St. Roch, St. Sauveur, Limoilou-West and Limoilou-East; such wards shall have the following boundaries:

Champlain ward comprises all that portion of the Upper Town situated within the walls and all that portion of the Lower Town east of a line drawn in the middle of St. Roch street, from the foot of the cliff to the river St. Charles as far as the city limits adjoining the parish of St. Colomb de Sillery.

St. Jean-Baptiste ward comprises all the space bounded by Jacques-Cartier ward on the north, the walls of the city on the east, the summit of the cliff on the St. Lawrence river to the south, and a line drawn from the Centre of De Salaberry street to the west.

Montcalm ward comprises the territory extending to the west from De Salaberry street to the city limits, included between the summit of the Ste. Geneviève hill on the north side, and the summit of the St. Lawrence cliff and Sillery parish, on the south side.

St. Roch ward comprises that part of the city bounded to the east by a line drawn in the centre of St. Roch street, to the north by the bed of the river St. Charles, to the west by a line drawn in the centre of Boulevard Langelier, and to the south by the summit of the cliff.

St. Sauveur ward is bounded to the east by St. Roch ward, to the south by the summit of Ste. Geneviève hill, to the west by Bell's road and to the north by the bed of the river St. Charles.

Limoilou-West ward comprises that part of the city situated to the north of the river St. Charles, to the west of Third Avenue and Boulevard Benoît XV, to the

au nord de la Vingt-deuxième Rue et à l'ouest de la Quatrième Avenue et de son prolongement jusqu'aux limites de la cité.

Limoilou-Est.

Le quartier Limoilou-Est comprend cette partie de la cité située au nord de la rivière St-Charles, à l'est de la Troisième Avenue et du boulevard Benoît XV, au sud de la Vingt-deuxième Rue et à l'est de la Quatrième Avenue et de son prolongement jusqu'aux limites de la cité, incluant en ce cas le site des rues limitrophes.

Représentation.

La représentation échevinale au conseil municipal ne sera pas augmentée avant les élections générales de 1950.

Idem.

La division du quartier Limoilou ne devra pas entraîner une augmentation du nombre des membres du Comité administratif et le dit comité ne comptera qu'un échevin représentant les deux quartiers Limoilou."

1929,
c. 95,
a. 14,
remp.

11. L'article 14 de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par l'article 4 de la loi 9 George VI, chapitre 71, est remplacé par le suivant:

Composition du conseil.

"**14.** A compter des élections générales d'octobre 1950, le conseil de ville sera composé du maire et de deux échevins par quartier, sauf pour le quartier St-Sauveur qui sera représenté par quatre échevins, lesquels resteront en charge pendant trois ans ou jusqu'à l'élection de leurs successeurs en office.

Troisième échevin St-Sauveur.

Le troisième échevin du quartier St-Sauveur sera élu par les électeurs inscrits sur la liste pour l'élection de l'échevin dont le siège est désigné par le numéro 2, et ses qualités seront celles prescrites pour le siège numéro 2.

Quatrième échevin St-Sauveur.

Le quatrième échevin du quartier Saint-Sauveur sera élu par les électeurs inscrits sur la liste pour l'élection de l'échevin dont le siège est désigné par le numéro 1 et ses qualités seront celles prescrites pour le siège numéro 1."

1929,
c. 95,
a. 200,
remp.

12. L'article 200 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par la loi 9 George VI, chapitre 71, article 9, est de nouveau remplacé par le suivant:

north of Twenty-second Street and to the west of Fourth Avenue and its extension towards the north, to the city limits.

Limoilou-East ward comprises that part of the city situated to the north of the river St. Charles, to the east of Third Avenue and Boulevard Benoît XV, to the south of Twenty-second Street and to the east of Fourth Avenue and its extension to the limits of the city, including in such case the location of the streets bordering the ward.

Limoilou-East.

The number of aldermen of the municipal council shall not be increased until the general elections of 1950.

Number.

The number of members of the Administrative Committee shall not be increased as a result of the division of Limoilou ward and the said committee shall include only one alderman to represent the two Limoilou wards."

Idem.

11. Section 14 of the act 19 George V, chapter 95, enacted by section 4 of the act 9 George VI, chapter 71, is replaced by the following:

1929,
c. 95,
s. 14, re-
placed.

"**14.** From and after the general elections of October, 1950, the city council shall consist of the mayor and two aldermen per ward with the exception of St. Sauveur ward, which shall be represented by four aldermen, who shall remain in office for three years, or until the election of their successors in office.

City council.

The third alderman of St. Sauveur ward shall be elected by the electors whose names are on the list for the election of an alderman whose seat is designated by the number 2, and his qualification shall be that prescribed for the seat number 2.

Third alderman St. Sauveur.

The fourth alderman of St. Sauveur ward shall be elected by the electors whose names are on the list for the election of an alderman whose seat is designated by the number 1, and his qualification shall be that prescribed for the seat number 1."

Fourth alderman St. Sauveur.

12. Section 200 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by the act 9 George VI, chapter 71, section 9, is again replaced by the following:

1929,
c. 95,
s. 200, re-
placed.

Rôle d'évaluation.

"200. Tous les trois ans, les cotiseurs dressent pour chaque quartier de la cité un nouveau rôle d'évaluation pour tous les immeubles de tel quartier. Ce rôle doit être complété et déposé le ou avant le premier mars après avoir été signé par le chef cotiseur.

Contenu.

Ce rôle doit contenir:

1° Les noms et les numéros des rues où ces immeubles sont situés, ainsi que leurs numéros de cadastre, en faisant l'estimation de chaque lot séparément, excepté, cependant, lorsqu'un bâtiment est érigé sur plusieurs lots, ou lorsque plusieurs lots possédés par le même propriétaire ne forment qu'une seule et même exploitation; dans ce cas, le tout peut être estimé comme un seul lot;

2° Les nom, prénom et occupation des derniers propriétaires inscrits au bureau d'enregistrement et leur résidence actuelle, en autant qu'il est possible de s'en assurer. Dans le cas de succession, lorsque les héritiers ne sont pas connus d'après les registres du bureau d'enregistrement, le nom de l'auteur sera suffisant;

3° La valeur réelle desdits immeubles;

4° Les renseignements nécessaires pour la confection des rôles de la taxe scolaire;

5° Tout autre renseignement requis par le conseil ou le chef cotiseur.

Entrée en vigueur.

Ce rôle d'évaluation deviendra en vigueur suivant les dispositions de l'article 216 de la charte de la cité, avec les modifications qui peuvent y être apportées légalement, et servira de base à la préparation du rôle de contributions foncières de l'exercice financier commençant le premier mai suivant.

Mutation.

Lorsqu'un immeuble est transféré par voie de vente ou autrement, par acte enregistré au bureau d'enregistrement le ou avant le premier mars, et que, lors du dépôt du rôle d'évaluation, cette modification n'a pas encore été faite conformément à l'article 201a, le chef estimateur biffe du rôle d'évaluation qui vient d'être déposé le nom du propriétaire inscrit et y inscrit le nom du nouveau propriétaire et fait, s'il y a lieu, les changements requis pour fins scolaires.

Idem.

Si une partie d'un immeuble est transférée, par voie de vente ou autrement, par

"200. Every three years, the assess- Valuation roll.
ors shall draw up, for each ward of the city a new valuation roll for all the immoveable property in such ward. Such roll shall be completed and deposited on or before the 1st of March, after being signed by the chief assessor.

Such roll shall contain:

Contents.

1. The names and the numbers of the streets where such immoveable properties are situated, as well as their cadastral numbers, assessing each lot separately, except however, when a building is erected on more than one lot, or when several lots belonging to the same owner constitute a single undertaking; in such case the whole may be assessed as a single lot;

2. The surnames, names and occupations of the last owners entered in the registry office and their actual residence, in so far as they can be ascertained. In the case of a succession, where the heirs are unknown according to the registers in the registry office, the name of the *auteur* shall be sufficient;

3. The real value of the said immoveables;

4. The information necessary to draw up the rolls for school taxes;

5. Such other information required by the council or the chief assessor.

Such valuation roll shall come into force in accordance with the provisions of section 216 of the charter of the city, with the changes which may have been legally made thereto, and shall be used as the basis for the preparation of the real estate assessment roll for the fiscal year commencing on the first of May following.

Coming into force.

When an immoveable is transferred, by Transfer.
way of sale or otherwise, by deed registered in the registry office on or before the first of March, and when, at the time of the deposit of the valuation roll, such change has not yet been made in accordance with section 201a, the chief assessor shall strike from the valuation roll which has just been deposited the name of the proprietor entered thereon and shall enter the name of the new proprietor, and shall make, if need be, the changes required for school purposes.

If a part of an immoveable is transferred, by way of sale or otherwise, by deed

Idem.

acte enregistré au bureau d'enregistrement, ou si un immeuble est subdivisé ou resubdivisé et le plan déposé au bureau d'enregistrement, le ou avant le 1er mars, et que, lors du dépôt du rôle d'évaluation, cette modification n'a pas encore été faite conformément à l'article 201a, les estimateurs fixent la valeur réelle de chaque partie de tel immeuble, et font rapport de ces estimations au chef estimateur qui les transmet au bureau de revision. Ce dernier, après l'avis aux propriétaires prescrit par le paragraphe 14 de l'article 214, émet un certificat d'évaluation autorisant les changements requis.

Change-
ments.

Sur délivrance de ce certificat, les changements nécessaires doivent être faits par le chef estimateur au rôle d'évaluation et par le trésorier au prochain rôle de contributions foncières suivant la date de l'enregistrement.

Rôle de
1949.

Le rôle qui sera préparé et déposé le 1er mars 1949 devra être fait suivant les dispositions du présent article."

1929,
c. 95,
a. 201,
remp.

13. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en remplaçant l'article 201 par le suivant:

Rôle d'é-
valuation
supplé-
mentaire.

"**201. a)** Entre le premier mars et le premier septembre de chaque année, les cotiseurs dresseront le rôle de toutes les taxes personnelles ou taxes d'affaires dues à la cité, en vertu de toute loi ou de tout règlement, ainsi que les noms des personnes qui y sont sujettes. Ce rôle sera dressé par quartier.

Exercice
1948-49.

b) Il n'y aura pas de rôle supplémentaire d'évaluation foncière pour l'exercice financier 1948-49 et les exercices suivants."

1929,
c. 95,
a. 201a,
remp.

14. L'article 201a de la loi 19 George V, chapitre 95 tel qu'édicte par la loi 4 George VI, chapitre 74, article 21, est remplacé par le suivant:

Bâtiment
détruit.

"**201a. 1.** Si un bâtiment inscrit sur le rôle de contributions foncières est rasé par un incendie ou force majeure, la personne appelée à payer la taxe sur ce bâtiment a droit à une réduction proportionnellement à la partie de l'exercice qui

registered in the registry office, or if an immovable is subdivided or resubdivided and the plan is deposited in the registry office on or before the first of March, and when, at the time of the deposit of the valuation roll, such change has not yet been made in accordance with section 201a, the assessors shall fix the real value of each part of such immovable and report these valuations to the chief assessor who shall transmit them to the board of revision. The latter, after the notice to the proprietors prescribed by paragraph 14 of section 214, issues a valuation certificate authorizing the required changes.

On delivery of this certificate, the necessary changes shall be made in the valuation roll by the chief assessor and by the treasurer in the next real estate assessment roll following the date of registration.

The roll which shall be prepared and deposited on the 1st of March, 1949, shall be made in accordance with the provisions of this section."

Changes.

Roll for
1949.

13. The act 19 George V, chapter 95, is amended by replacing section 201 by the following:

1929,
c. 95,
s. 201, re-
placed.

"**201. a.** Between the first of March and the first of September of each year, the assessors shall draw up a roll of all personal taxes or business taxes due to the city, under any law or any by-law, as well as the names of the persons subject thereto. Such roll shall be drawn up by wards.

Supple-
mentary
valuation
roll.

b. There shall be no supplementary immovable valuation roll for the fiscal year 1948-49 and following fiscal years."

Fiscal
year
1948-49.

14. Section 201a of the act 19 George V, chapter 95, as enacted by the act 4 George VI, chapter 74, section 21, is replaced by the following:

1929,
c. 95,
s. 201a, re-
placed.

"**201a.** If a building entered on the real estate assessment roll is razed by fire or "force majeure", the person held to pay the tax on such building shall be entitled to a reduction in proportion to the balance of the fiscal year, reckoning from the

Building
destruct-
ed.

reste à courir, à compter de la date de la production d'une demande écrite de réduction au chef estimateur, qui la transmet au bureau de revision.

Rôle
modifié.

Sur réception du certificat du bureau de revision, le chef estimateur modifie l'entrée de l'immeuble en question sur le rôle d'évaluation.

Il en avise le trésorier qui fait les corrections nécessaires au rôle de contributions foncières.

Fixation
de la va-
leur réelle.

2. Après le premier mars de chaque année, les estimateurs fixent la valeur réelle:

de tout bâtiment dont la construction est terminée et qui est prêt à être occupé en entier ou en partie;

des immeubles comprenant les bâtisses qui ont été modifiées ou changées, et qui n'ont pas été évalués lors du dépôt du rôle d'évaluation et font rapport de cette estimation au chef estimateur en y indiquant la date à laquelle la construction du bâtiment a été terminée ou à laquelle celui-ci a été prêt à être occupé comme susdit, ou la date de la fin des modifications ou changements des bâtisses. —Le chef estimateur transmet cette estimation au bureau de revision qui donne au contribuable intéressé l'avis requis par le paragraphe 14 de l'article 214 de la charte.

Change-
ments.

Sur délivrance du certificat émis par le bureau de revision, les changements nécessaires doivent être faits par le chef estimateur au rôle d'évaluation et par le trésorier au rôle de contributions foncières.

Propor-
tion à
payer.

Quand ces changements ont été faits, le trésorier détermine la proportion de la contribution foncière qui doit être payée pour cette partie de l'exercice restant à courir après la date indiquée sur le certificat du bureau de revision.

Avis.

Pour les fins du présent paragraphe, l'avis prescrit est donné au propriétaire de l'immeuble sur lequel une nouvelle estimation a été faite et dont le nom est inscrit au rôle d'évaluation en vigueur, mais si, dans l'intervalle, le propriétaire de l'immeuble a changé, l'avis est aussi adressé au dernier propriétaire enregistré.

date of the production of a demand in writing for such reduction to the chief assessor, who shall forward it to the board of revision.

Upon receipt of the certificate from the board of revision, the chief assessor shall change the entry of the immovable property in question on the valuation roll. Roll amended.

He shall send notice thereof to the treasurer who shall make the necessary changes on the real estate assessment roll.

2. After the first of March in each year, the assessors shall determine the real value: Determination of real value.

of every building the construction of which is completed and which is ready to be occupied wholly or partly;

of immovables including the buildings which have been altered or changed, and which have not been assessed at the time of the deposit of the valuation roll and they shall make a report of this valuation to the chief assessor, indicating therein the date on which the construction of the building was terminated or on which the building was ready to be occupied as aforesaid, or the date of the completion of the alterations or changes of the buildings. —The chief assessor shall transmit this valuation to the board of revision which shall give to the interested ratepayer the notice prescribed in paragraph 14 of section 214 of the charter.

On delivery of the certificate issued by the board of revision, the necessary changes shall be made in the valuation roll by the chief assessor, and by the treasurer in the real estate assessment roll. Changes.

When these changes have been made, the treasurer shall determine the proportion of the real estate assessment which shall be paid for that part of the fiscal year remaining after the date indicated in the certificate of the board of revision. Proportion to be paid.

For the purposes of this paragraph, the prescribed notice shall be given to the proprietor of the immovable on which a new valuation has been made and whose name is entered on the valuation roll in force, but if, in the meantime, the ownership of the immovable has changed, the notice shall also be addressed to the last registered owner. Notice.

Mutation
d'immeu-
ble non
impos-
able.

Si un immeuble inscrit au rôle d'évaluation comme immeuble non imposable est subséquemment vendu, après le dépôt d'un rôle d'évaluation, une nouvelle estimation de cet immeuble sera faite, le nom du nouveau propriétaire enregistré sera inscrit, et la procédure décrite dans le cas des nouvelles constructions et des modifications aux immeubles existants sera suivie.

Fixation
de la va-
leur réelle.

3. Après le 1er mars de chaque année, les estimateurs fixent la valeur réelle:

des immeubles qui depuis le 1er mars précédent ont été subdivisés ou resubdivisés;

des immeubles dont une partie a changé de propriétaire depuis le 1er mars précédent,

et font rapport de cette estimation au chef estimateur. La procédure décrite dans le cas des nouvelles constructions et des modifications aux immeubles existants sera suivie à l'exception toutefois que les changements effectués au rôle d'évaluation ne prendront effet pour fins de taxation que le 1er mars suivant.

Inscrip-
tion au
rôle.

4. Si, après le dépôt d'un rôle d'évaluation il est constaté que l'inscription ou l'estimation d'un immeuble a été omise ou est incomplète, les estimateurs font ou complètent l'inscription ou l'estimation et en font rapport au chef estimateur qui transmet ce rapport au bureau de revision qui émet son certificat suivant les dispositions de la charte.

Change-
ments.

Sur délivrance de ce certificat, les changements nécessaires doivent être faits par le chef estimateur au rôle d'évaluation et par le trésorier au rôle de contributions foncières en imposant sur ledit immeuble les contributions foncières qui auraient été imposées si l'inscription ou l'estimation de cet immeuble n'avait pas été omise ou n'était pas incomplète.

Modifica-
tions.

5. Le bureau de revision peut modifier toute estimation faite par les estimateurs suivant les dispositions du présent article, et sa décision est rendue par l'émission du certificat prescrit précédemment.

Condi-
tions.

6. Le bureau de revision ne peut émettre son certificat dans les cas prévus aux

If an immovable property entered on the valuation roll as an exempt immovable property is subsequently sold, after the deposit of a valuation roll, a new valuation of this immovable property shall be made, the name of the new registered proprietor shall be entered, and the procedure applying to new constructions and to alterations to existing immovable property shall be followed.

Transfer
of exempt
immove-
able.

3. After the 1st of March in each year, the assessors shall fix the real value:

Determi-
nation of
real value.

of the immoveables which since the preceding 1st of March have been subdivided or resubdivided;

of the immoveables, the ownership of part of which has changed since the preceding first of March,

and shall transmit this valuation to the chief assessor. The procedure applying to new constructions and to alterations to existing immoveables shall be followed except, however, that the changes made in the valuation roll shall take effect, for taxation purposes, only on the 1st of March following.

4. If, after the deposit of a valuation roll, it is found that the entry or the valuation of an immovable has been omitted or is incomplete, the assessors shall make or complete the entry or the valuation and report to the chief assessor who shall transmit this report to the board of revision, which issues its certificate in accordance with the provisions of the charter.

Entry on
roll.

On delivery of this certificate, the necessary changes shall be made in the valuation roll by the chief assessor, and by the treasurer in the real estate assessment roll, by imposing on the said immovable the real estate assessments which would have been imposed if the entry or the valuation of such immovable had not been omitted or had not been incomplete.

Changes.

5. The board of revision may modify any valuation made by the assessors in accordance with the provisions of this section, and its decision shall be rendered by the issuing of the certificate previously prescribed.

Amend-
ments.

6. The board of revision shall not issue its certificate in the cases referred to in

Condi-
tions.

paragraphes 2, 3, 4 et 5, à moins que les dispositions, les avis et les délais prescrits au paragraphe 14 de l'article 214 n'aient été observés.

Mutation.

7. La simple mutation n'entraîne pas une nouvelle estimation d'un immeuble; cependant le nom du nouveau propriétaire sera inscrit sur le rôle d'évaluation, mais le changement ne prendra effet pour fins de taxation que le 1er mars suivant.

Durée.

8. Le présent article s'appliquera à compter du 1er mars 1948."

1929,
c. 95,
a. 247,
remp.

15. L'article 247 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par la loi 1 George VI, chapitre 102, article 47 est de nouveau remplacé par le suivant:

Licences
données
par le chef
de police.

"**247.** Toute licence sera donnée sous la signature du chef de police de la cité, sur le certificat du trésorier de la cité, attestant que le prix de la licence demandée a été payé par la personne demandant cette licence.

Paiement
préalable.

Toutes les licences exigées par la charte de la cité et ses règlements peuvent être émises sur le paiement au préalable de cinquante pour cent du prix de ladite licence, si elles sont exigibles après le premier novembre."

1929,
c. 95,
a. 327,
am.

16. L'article 327 de la loi 19 George V, chapitre 95, est modifié:

a. En remplaçant le paragraphe b par le suivant:

"b) Il y aura au moins un bureau de votation dans chaque quartier;"

b. En remplaçant le paragraphe c par le suivant:

"c) La votation ne doit pas durer moins de cinq jours, de neuf heures du matin à cinq heures de l'après-midi. Le conseil peut, cependant, s'il le juge à propos, prolonger les heures de la votation, pourvu que la votation prenne fin, le plus tard, à onze heures du soir;"

c. En remplaçant le paragraphe l par le suivant:

"l) Le greffier de la cité et en son absence, l'assistant-greffier, nommera un président pour chaque bureau de votation et un ou plusieurs secrétaires pour tenir les cahiers de votation;"

paragraphs 2, 3, 4 and 5 unless the provisions, the notices and the delays prescribed in paragraph 14 of section 214 have been complied with.

7. A mere change of ownership shall not necessitate a new valuation of an immoveable; however, the name of the new proprietor shall be entered on the valuation roll, but the change shall take effect for taxation purposes only on the 1st of March following.

8. This section shall apply as from the 1st of March, 1948."

15. Section 247 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by the act 1 George VI, chapter 102, section 47, is again replaced by the following:

"**247.** All licenses shall be issued under the signature of the chief of police of the city, upon the certificate of the city treasurer attesting that the license fee required has been paid by the person applying for such license.

Any license required by the charter and the by-laws of the city, becoming exigible after the 1st of November, may be issued on payment in advance of fifty per cent of the price of such license."

16. Section 327 of the act 19 George V, chapter 95, is amended:

a. By replacing paragraph b by the following:

"b. There shall be as least one poll in each ward;"

b. By replacing paragraph c by the following:

"c. The voting shall not last less than five days, from 9 o'clock of the forenoon to 5 o'clock in the afternoon. The council may, however, if it deems it advisable, extend the hours for voting, provided that the polling come to an end not later than 11 o'clock in the evening;"

c. By replacing paragraph l by the following:

"l. The city clerk, and, in his absence, the assistant clerk, shall appoint a person to preside at each poll and one or more clerks to keep the poll-books;"

d) En remplaçant le paragraphe *n* par le suivant:

"*n*) Le greffier de la cité peut, par commission signée de son nom, nommer le nombre de personnes qu'il juge à propos pour représenter, dans les bureaux de votation les citoyens qui sont intéressés à ce que le règlement soit adopté, et un nombre égal de personnes pour représenter ceux qui sont intéressés à ce que le règlement soit rejeté. Avant d'être ainsi nommées ces personnes signent, devant le greffier de la cité, une déclaration attestant qu'elles sont intéressées à ce que le règlement soit adopté ou rejeté, suivant le cas;"

1929,
c. 95,
a. 326,
am.

17. L'article 336 de la loi 19 George V, chapitre 95, est modifié:

a. En ajoutant après le paragraphe 12° le suivant:

Affiches,
etc.

"12°a Pour régler, restreindre ou prohiber l'érection ou l'exposition d'affiches, de panneaux-réclames, d'enseignes, de placards et d'autres moyens quelconques d'affichage, que ces affiches, panneaux-réclames, enseignes ou placards soient sur la voie publique ou sur la propriété privée, pour en régler l'usage et exiger ou non des permis à cette fin, et, le cas échéant, déterminer les droits payables pour l'obtention de ces permis.

Si le conseil adopte un règlement pour prohiber l'exposition d'affiches ou enseignes comme susdit, ce règlement ne devra pas nécessairement être uniforme et il pourra permettre certaines affiches ou enseignes, tandis que d'autres seront défendues;"

b. En ajoutant après le paragraphe 154°, tel qu'édicte par la loi 9 George VI, chapitre 71, article 20, le suivant:

Coût.

"154°a Le coût de l'enlèvement de la neige en front d'une ruelle aboutissant à une rue où tel travail est municipalisé sera réparti entre tous les propriétaires riverains de cette rue, groupe de rues ou zones;"

c. En remplaçant par le suivant le paragraphe 197° tel qu'édicte par la loi 1 George VI, chapitre 102, article 67.

Cinéma,
etc.

"197° Pour imposer une taxe spéciale annuelle n'excédant pas cinquante cents pour chaque siège pouvant contenir une personne, sur tout propriétaire, occupant

d. By replacing paragraph *n* by the following:

"*n*. The city clerk may, by a commission signed by him, appoint such number of persons as he may deem advisable to represent, at the polls, the citizens who are interested in promoting the passing of the by-law, and a like number of persons to represent the citizens who are interested in opposing the passing of the by-law. Such persons shall, before being so appointed, sign before the city clerk a declaration to the effect that they are interested in promoting or opposing, as the case may be, the passing of the by-law;"

17. Section 336 of the act 19 George V, chapter 95, is amended:

1929,
c. 95,
s. 326,
am.

a. By adding after paragraph 12 the following:

"12a. To regulate, restrict or prohibit the erection or the exhibition of bills, signboards, signs, placards and any other means of posting; whether such bills, signboards, signs or placards be on public roads or on private property; to regulate the use thereof and to require or not permits for such purpose and, as the case may be, to determine the duties to be paid for the granting of such permits.

Sign-
boards,
etc.

If the council passes a by-law to prohibit the exhibition of bills or signs as aforesaid, this by-law shall not necessarily be uniform and it may permit certain bills or signs, while others shall be prohibited;"

b. By adding after paragraph 154, as enacted by the act 9 George VI, chapter 71, section 20, the following:

"154a. The cost of snow removal in front of a lane opening on a street where such work is municipalized shall be apportioned among all the bordering proprietors of this street, group of streets or zones;"

Cost.

c. By replacing paragraph 197 as enacted by the act 1 George VI, chapter 102, section 67, by the following:

"197. To impose a special annual tax, not exceeding fifty cents per individual seat, on every owner, occupant or lessee of any hall where moving pictures are

Cinemas,
etc.

ou locataire de salle où l'on donne des exhibitions de vues animées, de lutte ou de boxe.

Excep-
tion.

Les salles paroissiales et les maisons d'éducation sont exemptées de cette taxe;".

1929,
c. 95,
a. 417a,
remp.

18. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en remplaçant l'article 417a, édicté par l'article 6 de la loi 25-26 George V, chapitre 111, par le suivant:

Emprunt
pour trot-
toirs.

"417a. La cité est autorisée à emprunter, chaque année, un montant n'excédant pas cinquante mille dollars pour la construction des trottoirs permanents; ledit montant à être fixé par résolution du conseil, après approbation de la Commission municipale de Québec."

1929,
c. 95,
a. 501a,
aj.

19. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant après l'article 501 le suivant:

Réser-
voirs, etc.
prohibés.

"501a. Il est défendu d'ériger ou de construire quelque réservoir, citerne, étang, lac ou bassin artificiel, sur une largeur de cent pieds de chaque côté du tuyau d'aqueduc de la cité depuis la prise d'eau à Château d'Eau, jusqu'aux limites de la cité."

1929,
c. 95,
aa. 511-
512, remp.

20. Les articles 511 et 512 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacés par la loi 8 George VI, chapitre 47, article 11 sont de nouveau remplacés par les suivants:

Introduc-
tion de
l'eau, etc.

"511. La cité pourra introduire l'eau de la cité et le drainage dans toutes les rues de la cité où le revenu de l'eau égalera au moins six pour cent du coût de l'introduction de l'eau et du drainage.

Excep-
tion.

Le présent article s'applique lorsque la cité décide de remplacer soit des tuyaux d'aqueduc ou de drainage par des tuyaux plus gros, pourvu cependant que le montant annuel de deux cent cinquante mille dollars édicté ci-dessous ne soit jamais dépassé.

Emprunt.

"512. Pour les fins de l'article 511, la cité est autorisée à emprunter annuellement, sur résolution de son conseil, une

shown and wrestling or boxing matches are held.

Parochial halls and educational institu- Excep-
tions shall be exempt from such tax;". tions.

18. The act 19 George V, chapter 95, is amended by replacing section 417a, enacted by section 6 of the act 25-26 George V, chapter 111, by the following:

"417a. The city is authorized to bor- Loan for
row each year a sum not exceeding fifty sidewalks.
thousand dollars for the construction of permanent sidewalks; such sum to be determined by resolution of the council after approval by the Quebec Municipal Commission."

19. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding after section 501, the following:

"501a. The erection or construction Reser-
voirs, etc.,
of any reservoir, cistern, pond, lake or prohibited.
artificial basin is prohibited within a hundred feet along each side of the waterworks pipe of the city from the water intake at Chateau d'Eau, to the limits of the city."

20. Sections 511 and 512 of the act 1929,
19 George V, chapter 95, replaced by the c. 95,
act 8 George VI, chapter 47, section 11, are ss. 511-
512, re-
again replaced by the following sections: placed.

"511. The city may introduce drains Drains,
etc., in
and water from the waterworks into all the streets.
streets of the city in which the revenue from the water shall equal at least six per cent of the cost of the introduction of the drains and water.

This section shall apply whenever the city may decide to replace the waterworks pipes or the drainage pipes by larger pipes, provided, however, that the annual amount of two hundred and fifty thousand dollars hereinafter prescribed be never exceeded.

"512. For the purpose of section 511, Borrow-
ing.
the city is authorized to borrow each year, on a resolution of its council, a sum not

somme n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars."

to exceed two hundred and fifty thousand dollars."

Union des
consta-
bles.

21. Il est défendu aux constables de la cité de Québec d'appartenir à une union qui n'est pas formée exclusivement de constables de la cité de Québec.

21. Police officers of the city of Quebec are forbidden to become members of a union which is not exclusively composed of police officers of the city of Quebec.

1929,
c. 95,
a. 303,
remp.

22. L'article 303 de la loi 19 George V, chapitre 95, tel que remplacé par la loi 11 George VI, chapitre 78, est de nouveau remplacé par le suivant:

22. Section 303 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by the act 11 George VI, chapter 78, is again replaced by the following:

Dépenses
autori-
sées.

"303. A l'occasion de réjouissances publiques, de démonstrations d'un caractère public et populaire, de réceptions faites à des corps étrangers et à des personnages distingués, pour allocation pour terrains de jeux, pour assurer des concerts, sur les places publiques de la cité, ou pour accorder des secours dans le cas d'incendie ou d'autres grandes calamités ou pour favoriser le tourisme et la tenue de congrès et conventions dans la cité ou pour des œuvres charitables notoires, il est loisible au conseil, sur recommandation du comité administratif à cette fin, de voter ou d'autoriser la dépense d'une somme n'excédant pas soixante mille dollars dans le cours de chaque année, ladite somme à être prise sur le fonds de réserve pour dépenses imprévues.

"303. On the occasion of public rejoicings, of demonstrations of a public and popular character, of receptions of foreign public bodies and of distinguished persons, for grants to playgrounds or for the purpose of providing for public concerts in the public squares of the city, or for granting relief in cases of fire or other great calamities, or to encourage tourist traffic and the holding of congresses and conventions in the city, or for well known charitable works, it is lawful for the said council, on a recommendation to that effect by the administrative committee, to vote or authorize the expenditure of an amount not exceeding sixty thousand dollars in any one year, such sum to be taken from the fund reserved for unforeseen expenses.

Exposi-
tion.

La cité est autorisée à voter une somme n'excédant pas dix mille dollars pour la tenue d'une exposition agricole ou industrielle dans ou près de ses limites.

The city is authorized to vote a sum not exceeding ten thousand dollars for the holding of an agricultural or industrial exhibition within or near the city limits.

Office du
tourisme.

La cité est autorisée à organiser un "office du tourisme et de l'industrie" et à dépenser à cette fin une somme annuelle n'excédant pas soixante mille dollars."

The city is authorized to organize a "Tourist Traffic and Industry Bureau" and to spend for such purpose an annual sum not exceeding sixty thousand dollars."

1929,
c. 95,
a. 182,
remp.

23. L'article 182 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

23. Section 182 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

Traite-
ment, etc.
du com-
missaire
des incen-
dies.

"182. Le commissaire des incendies pour la cité de Québec a droit à un traitement annuel de trois mille six cents dollars payable par la cité de Québec, par paiements trimestriels; en sus de ce traitement, il a droit de recevoir de la cité, pour chaque original de subpoena, vingt cents, et pour chaque copie d'icelui, cinq cents, et pour chaque mandat, mandat

"182. The fire commissioner for the city of Quebec is entitled to an annual salary of three thousand six hundred dollars, to be paid by the city of Quebec by quarterly payments; and in addition to the said salary, he is entitled to receive from the said city, for every original subpoena, twenty cents, and, for each copy thereof, five cents, and, for every warrant, warrant

Union of
consta-
bles.

1929,
c. 95,
s. 303,
replaced.

Expendi-
ture au-
thorized.

Exhibi-
tion.

Tourist
Traffic
Bureau.

1929,
c. 95,
s. 182, re-
placed.

Salary,
etc. of fire
commis-
sioner.

d'arrestation ou mandat d'emprisonnement, cinquante cents."

of arrest, or warrant of commitment, fifty cents."

1929,
c. 95,
a. 563,
remp.

24. L'article 563 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 27 de la loi 9 George VI, chapitre 71, est de nouveau remplacé par le suivant:

24. Section 563 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 27 of the act 9 George VI, chapter 71, is again replaced by the following:

Traitements.

"563. Le traitement du recorder en chef est fixé à neuf mille dollars par année et celui du recorder à huit mille dollars, payables mensuellement, par paiements égaux à même les fonds de la cité.

"563. The salary of the chief recorder shall be nine thousand dollars per annum, and that of the recorder eight thousand dollars, payable monthly in equal instalments, out of the funds of the city.

Pouvoirs du recorder en chef.

Le recorder en chef aura, à la Cour du recorder, les pouvoirs que possède le juge en chef ou le juge en chef suppléant de la Cour supérieure relativement à ladite Cour supérieure et aux juges de cette cour.

The chief recorder shall have, with respect to the Recorder's Court, the powers possessed by the chief justice or acting chief justice of the Superior Court respecting the said Superior Court and the judges thereof.

Membre de comité.

Lorsque la charte de la cité nomme le recorder comme membre *ex officio* d'un comité, ce sera le recorder en chef qui fera partie de ce comité, et en cas d'absence ou d'incapacité de ce dernier, l'autre recorder pourra remplir les mêmes fonctions."

Whenever under the city charter, the recorder is designated as a member *ex officio* of any committee, it shall be the chief recorder who shall act on such committee, and, if he should be absent or unable to act, the other recorder may perform the same duties."

1929,
c. 95,
aa. 15, 16,
remp.

25. Les articles 15 et 16 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacés par les articles 5 et 6 de la loi 9 George VI, chapitre 71, sont de nouveau remplacés par les suivants:

25. Sections 15 and 16 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by sections 5 and 6 of the act 9 George VI, chapter 71, are again replaced by the following:

Élection du maire.

"15. Le maire sera élu pour trois années, à la majorité des électeurs municipaux ayant voté. Il est le premier magistrat de la cité. Il la représente en toutes fonctions honorifiques. Son indemnité est de neuf mille dollars par année, dont quatre mille dollars pour payer partie des dépenses inhérentes à sa charge, en sus des frais de voyage ou de représentation."

"15. The mayor shall be elected for three years by the majority of the municipal electors who have voted. He shall be chief magistrate of the city. He shall represent it on all state occasions. His remuneration shall be nine thousand dollars per annum, of which four thousand dollars to pay a portion of the expenses inherent to his office, in addition to travelling and entertainment expenses."

Indemnité des échevins.

"16. Chaque échevin reçoit, comme indemnité, à même les fonds de la cité, une somme annuelle de deux mille cinq cents dollars, dont mille dollars pour payer partie des dépenses inhérentes à sa charge, en sus des frais de voyage ou de représentation."

"16. Each alderman shall receive as indemnity, out of the city funds, a sum of two thousand five hundred dollars per annum, of which one thousand dollars to pay a portion of the expenses inherent in his office, in addition to travelling and entertainment expenses."

Annexions autorisées.

26. La cité est autorisée à annexer, aux conditions approuvées par la Com-

26. The city is authorized to annex, upon the conditions approved by the

Annexations authorized.

mission municipale de Québec et ratifiées par le lieutenant-gouverneur en conseil:

a) par résolutions du conseil de chacune des deux municipalités, le territoire de la ville de Québec-Ouest;

b) par règlement, toute ou partie des municipalités de la Petite Rivière et de la paroisse de Ste-Foy, pourvu que le règlement soit approuvé par le conseil de chacune des municipalités intéressées;

et dans les territoires annexés en vertu des paragraphes a ou b, la cité de Québec pourra exercer les pouvoirs contenus à l'article 9 de la loi 19 George V, chapitre 95.

Quebec Municipal Commission and ratified by the Lieutenant-Governor in Council:

a. By resolutions of the council of each of the two municipalities, the territory of the town of Quebec-West;

b. By by-law, all or part of the municipalities of Petite Rivière and of the parish of Ste. Foy, provided that the by-law be approved by the council of each of the municipalities concerned;

and in the territories annexed under paragraphs a or b, the city of Quebec may exercise the powers contained in section 9 of the act 19 George V, chapter 95.

Contrat
ratifié.

27. Le contrat reproduit comme annexe "A" de la présente loi, passé le 30 décembre 1947 entre la cité de Québec et Sa Majesté le Roi aux droits du Canada, est ratifié, confirmé, déclaré valide et légal à toutes fins de droit.

Emprunt.

Toutefois si la cité, pour donner suite au contrat, est obligée de faire un emprunt, cet emprunt sera sujet à l'approbation des contribuables propriétaires et le contrat ne sera exécutoire que si l'emprunt a été approuvé suivant la loi.

27. The contract reproduced as Schedule "A" of this act, passed the 30th December, 1947, between the City of Quebec and His Majesty the King in right of Canada, is ratified, confirmed, declared valid and legal for all legal purposes.

However if the city, to give effect to the contract, is obliged to make a loan, such loan shall be subject to the approval of the proprietor-ratepayers and the contract shall not be executory unless the loan has been approved according to law.

Entrée en
vigueur.

28. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

28. This act shall come into force on the day of its sanction.

ANNEXE "A"

Ce contrat fait en trois copies ce trentième jour de décembre 1947.

ENTRE:

La cité de Québec, dans la province de Québec, (ci-après appelée "la Municipalité"),

Partie de première part,

et

Sa Majesté le Roi, au droit du Canada, agissant aux présentes et représentée par l'honorable Ministre de la Reconstruction et de l'Approvisionnement du Canada (ci-après appelée "Sa Majesté") agissant par l'intermédiaire de Wartime Housing, Limited (ci-après appelée "la Compagnie"),

Partie de seconde part.

SCHEDULE "A"

This agreement made in triplicate on this thirtieth day of December, 1947.

BETWEEN:

The city of Quebec, in the Province of Quebec, (hereinafter called "the Municipality"),

Of the First Part,

and

His Majesty the King in right of Canada, herein acting and represented by the Honourable Minister of Reconstruction and Supply of Canada (hereinafter called "His Majesty") acting through Wartime Housing, Limited (hereinafter called "the Company"),

Of the Second Part.

ATTENDU que la municipalité est propriétaire de certains terrains vacants situés dans les limites de son territoire en bordure de rues publiques où les services d'aqueduc, d'égout et d'éclairage sont déjà construits ou seront construits à ses frais et installés sur ces terrains;

ET ATTENDU qu'il y a une pénurie sérieuse de logements dans cette municipalité et que, pour remédier à cette pénurie, elle a demandé à Sa Majesté de fournir des logements supplémentaires dans les limites de la cité de Québec;

ET ATTENDU que Sa Majesté a accepté de fournir ces logements supplémentaires aux termes et aux conditions énoncés ci-après, lesquels seront connus sous le nom de Projet no 2 de Québec, à condition que la municipalité cède à Sa Majesté les terrains nécessaires pour la construction de ces logements supplémentaires, ce que la municipalité a accepté de faire aux termes et aux conditions ci-après énoncés, suivant une résolution du Conseil adoptée à une réunion régulière tenue le dix-neuvième jour de décembre 1947;

ET ATTENDU que le Ministre de la Reconstruction et de l'approvisionnement a dûment délégué à la compagnie le pouvoir et le devoir de fournir lesdits logements supplémentaires aux termes et conditions du présent contrat, et qu'en vertu de cette délégation la compagnie intervient et souscrit le présent contrat dans l'exercice de ce pouvoir et l'exécution de cette obligation;

EN FOI DE QUOI, IL EST CONVENU PAR LES PRÉSENTES:

1. La municipalité cèdera à Sa Majesté, libres de toutes charges, y compris les taxes générales ou spéciales imposées à la date de ladite cession, les terrains vacants dont elle est propriétaire et qui seront acceptables par Sa Majesté et lui seront offerts par le Comité Exécutif de la cité de Québec pour les fins du présent contrat. La liste des lots devant être cédés à Sa Majesté devra être soumise à la compagnie et acceptée par celle-ci, quant au nombre et à la qualité des lots avant le commencement des travaux de construction.

WHEREAS the municipality is the owner of certain vacant land situated within the limits of its territory bordering public streets where the water mains, sewers and lighting services are already constructed or shall be constructed at its own cost and installed therein;

AND WHEREAS there is a serious shortage of dwellings in this municipality and, in order to alleviate such shortage, it has prayed His Majesty to provide additional dwellings within the limits of the city of Quebec;

AND WHEREAS His Majesty has agreed to provide these additional dwellings upon the terms and conditions set forth hereinafter, which shall be known under the name of Project No. 2 of Quebec, upon the condition that the municipality convey to His Majesty the land necessary for the construction of these additional dwellings, what the municipality has agreed to do upon the terms and conditions hereinafter set forth, following a resolution of the council adopted at a regular meeting held on the nineteenth day of December, 1947;

AND WHEREAS the Minister of Reconstruction and Supply has duly delegated to the company the power and the duty of providing the said additional dwellings upon the terms and conditions of this agreement, and by virtue of this delegation the company intervenes and subscribes this agreement in the exercise of such power and discharge of such duty;

IN WITNESS THEREOF, IT IS AGREED BY THE PRESENTS:

1. The municipality shall convey to His Majesty, free of all charges, including the general or special taxes imposed at the date of the said conveyance, the vacant land of which it is the owner and which shall be acceptable by His Majesty and shall be offered by the Executive Committee of the city of Quebec for the purposes of this agreement. The list of the lots to be conveyed to His Majesty shall be submitted to the company and accepted by the latter, as to the number and quality of the lots before beginning the construction works.

Ces terrains sont ci-après appelés "les lots". Il n'y aura pas de taxes d'amélioration (improvement taxes) sur lesdits lots.

Si le niveau d'un lot est inférieur au niveau de la rue, la municipalité niveliera de façon convenable ledit lot afin qu'il soit à l'égalité de la rue.

2. Sa Majesté, en considération de la cession mentionnée à la clause précédente, payera à la municipalité la somme de un dollar (\$1.00) pour chacun des lots ou partie d'un lot sur lequel Sa Majesté, ou la compagnie, érigera une maison, tel que mentionné ci-après; cette somme devant être payable lors de la signature de la cession ou du transfert de chaque lot, ou partie de lot.

3. Lors de la signature de la cession mentionnée à la clause 1 du présent contrat, Sa Majesté, ou la compagnie, devra immédiatement à ses propres frais:

a) Ériger sur les lots ainsi cédés, le nombre de maisons (deux cents, au minimum) que Sa Majesté, à son entière discrétion, jugera à propos, (ces maisons étant ci-après appelées "les maisons") à un coût moyen d'environ quatre mille dollars, (\$4,000.00), soit des maisons en bois d'un des trois genres indiqués sur les plans de la compagnie, les numéros H.5A, H. 6A, dessins numéros 1 à 8 inclusivement, et H.15A, H.16A, dessins numéros 1 à 8 inclusivement, et H.45A, H.46A, dessins numéros 1 à 8 inclusivement, et construites d'après les devis de la compagnie, datés du 1er août 1947, (lesquels plans et devis sont déposés chez le greffier de la municipalité), soit des maisons construites d'après d'autres devis, du consentement des parties. Les maisons seront construites en bois, conformément aux devis, mais elles seront érigées sur une fondation en béton massif et elles seront munies de chaufferettes, réservoirs à eau chaude, baignoires, cuves à laver, évier, cabinets de toilette, installations électriques et stores; elles seront érigées et parachevées avec toute diligence requise. Ladite construction et les installations à demeure sont sujettes à la disponibilité des différents matériaux de construction et aux dispositions des règlements de temps de guerre; et

b) Installer et faire les raccordements des services d'aqueduc et d'égout depuis

This land is hereinafter called "the lots". There shall be no improvement taxes on the said lots.

If the land of a lot is lower than the level of the street, the municipality shall level in a suitable manner the said lot so as to be even with the street.

2. His Majesty, in consideration of the conveyance mentioned in the preceding clause, shall pay to the municipality the sum of one dollar (\$1.00) for each lot or portion of a lot on which His Majesty, or the company, shall erect a house, as mentioned hereinafter; such sum to be payable at the time of the signature of the conveyance or transfer of each lot or part of a lot.

3. Upon signing the conveyance mentioned in clause 1 of this agreement, His Majesty, or the Company, at His or its own cost shall forthwith:

a. Erect on the lots so conveyed, the number of houses (two hundred at least) as His Majesty in his sole discretion may deem advisable, (such houses hereafter being called "the houses"), to cost on the average approximately four thousand dollars, (\$4,000.00), either wooden houses of one of the three types shown on the plans of the Company, numbers H. 5A, H. 6A, drawing numbers 1 to 8 inclusive, and H. 15A, H. 16A, drawing numbers 1 to 8 inclusive, and H. 45A, H. 46A, drawing numbers 1 to 8 inclusive, and to be constructed in accordance with the specifications of the Company, dated the 1st of August 1947, (which plans and specifications are filed with the Clerk of the municipality), or houses constructed in accordance with other specifications, with the consent of the parties. The houses shall be constructed of wood in accordance with the specifications, but they shall be erected upon a solid concrete foundation and they shall be equipped with heaters, hot water tanks, bath tubs, wash basins, sinks, toilets, light fixtures and blinds; they shall be erected and completed with all due diligence. The said construction and the erection and fixtures shall be subject to the availability of the several building materials and the provisions of wartime regulations; and

b. Install and make connections for water and sewers services from the mains

les tuyaux principaux jusqu'aux maisons. Cependant, si Sa Majesté ou la compagnie le demande, la municipalité fera elle-même ces travaux de raccordement en par Sa Majesté ou la compagnie payant le coût desdits travaux, sur présentation des comptes dûment certifiés par l'ingénieur de l'Aqueduc de la municipalité; le certificat dudit ingénieur quant au montant réclamé sera, en l'absence de fraude ou d'erreur, une preuve concluante et les parties aux présentes y seront liées.

Dans l'un ou l'autre des cas ci-dessus, les travaux devront être faits sous la surveillance de l'ingénieur de l'Aqueduc de la municipalité.

De plus, il est expressément stipulé et accepté par les parties que les raccordements situés dans les limites des rues publiques resteront la propriété de la municipalité sans qu'elle soit tenue de payer quoi que ce soit à Sa Majesté ou à la compagnie, et ils seront par la suite entretenus et réparés par la municipalité et à ses frais, sauf lorsque lesdits tuyaux d'égout seront bloqués ou obstrués pour des causes autres que des erreurs de construction; dans ces cas, Sa Majesté ou la compagnie payera à la municipalité le coût de la réparation.

c) Faire les remblais ou déblais nécessaires et finir en gravier la surface des rues publiques y compris les trottoirs en face desdits lots, suivant les règles de l'art. Les puisards seront construits par la compagnie ou Sa Majesté mais leurs raccordements seront à la charge de la municipalité.

4. Lors de l'érection et du parachèvement des maisons conformément à la clause 3, la compagnie louera les maisons pour la période s'étendant du premier octobre 1948 au premier octobre 1963, aux anciens combattants canadiens de la seconde guerre mondiale et/ou à leurs dépendants et aux dépendants d'un marin, soldat ou aviateur canadien qui est présentement en service hors du Canada, ou qui fut tué en service actif au cours de cette guerre, à un loyer variant de vingt-cinq dollars et cinquante cents (\$25.50) à trente-trois dollars et cinquante cents (\$33.50) par mois. De ce montant, la compagnie remettra à la municipalité la

to the houses. Should His Majesty or the Company so require, however, such connection works shall be carried out by the municipality, His Majesty or the Company paying the cost of the said works, upon receiving accounts duly certified by the municipal water-works engineer; the certificate of the said engineer as to the amount claimed shall, in the absence of fraud or mistake, be conclusive evidence and shall be binding on the parties hereto.

In either one of the aforesaid cases, the works shall be carried out under the supervision of the municipal water-works engineer.

Furthermore, it is expressly stipulated and accepted by the parties that the connections lying within the boundaries of public streets shall remain the property of the municipality without the payment of any compensation whatever therefor by the municipality to His Majesty or to the company, and shall thereafter be maintained and repaired by the municipality at its own cost, except when the said sewer pipes have become blocked or obstructed by causes other than faulty construction; in which cases, the cost of repairs shall be paid by His Majesty or the Company to the municipality.

c. Make the necessary works to fill, level and surface with gravel the public streets including the sidewalks fronting the said lots, in a workmanlike manner. The catch-basins shall be constructed by the company or His Majesty but their connections shall be charged to the municipality.

4. Upon the erection and completion of the houses as in clause 3 hereof provided, the company shall lease the houses for the period extending from the first of October, 1948, to the first of October, 1963, to the Canadian Veterans of the second world war and/or to their dependants and to the dependants of any Canadian sailor, soldier or airman who is at present on service outside Canada, or who has been killed on active service in such war, at rents ranging from twenty five dollars and fifty cents (\$25.50) to thirty three dollars and fifty cents (\$33.50) per month. From such amount, the company shall remit to the municipality the

somme de trois dollars et cinquante cents (\$3.50) par maison, par mois, pour compenser partiellement le coût d'installation du service d'aqueduc; la compagnie accordera la préférence aux anciens combattants qui seront ou auront été domiciliés dans ladite cité. Les parties déclarent expressément et acceptent qu'aucuns frais pour l'installation de l'eau, du gaz et de l'énergie électrique dans chaque maison, ne seront imposés sur le terrain et les lieux loués, étant entendu que les locataires respectifs payent ces frais.

5. Sa Majesté et/ou la compagnie, à leurs propres frais, entreprendront, durant la période mentionnée à la clause 4, de gérer et de contrôler les maisons et leurs dépendances et, en tout temps durant cette période, elles répareront et entretiendront et elles maintiendront en bon état de réparation les maisons, leurs dépendances et leurs installations à demeure, en exceptant toutefois la détérioration raisonnable et les dommages causés par le feu, la foudre, la tempête, les actes de Dieu et les ennemis de Sa Majesté.

6. La municipalité convient et accepte de fournir aux maisons et à leurs locataires toutes les facilités, tous les privilèges et services de la municipalité tels qu'ils sont fournis ou mis à la disposition des autres propriétés ou propriétaires et locataires de la municipalité, y compris, sans limiter la généralité de la présente clause, les services d'incendie et de la sûreté. La municipalité convient et promet que les services fournis conformément à la présente clause et à la clause 3 b, seront fournis à temps pour permettre aux locataires d'occuper les maisons aussitôt que la construction sera suffisamment avancée.

La municipalité s'engage à faire auprès des commissions scolaires les démarches requises pour obtenir l'agrandissement ou la construction des écoles nécessaires.

7. Sous réserve des dispositions de la clause 10, Sa Majesté et/ou la compagnie payeront à la municipalité, le premier jour du mois d'octobre de chaque année, de 1948 à 1963 inclusivement, pour services rendus et pour les privilèges et les facilités mis à leur disposition, la somme de vingt-quatre dollars (\$24.00) pour chaque maison contenant deux chambres à coucher, et la somme de trente dollars

sum of three dollars and fifty cents (\$3.50) per house, per month, to compensate in part for the cost of the installation of the water service; the company shall give priority to the veterans who are or have been residing in the said city. The parties expressly declare and accept that no costs for the installation of water, gas or electric current supply in each house shall be imposed upon the land and premises so leased, it being understood that the same are to be paid by the respective lessees.

5. His Majesty and/or the Company at their own costs shall undertake, during the period mentioned in clause 4, to manage and control the houses and their appurtenances and, at all times during such period, they shall repair and maintain and keep in good repair the houses, their appurtenances and their erection and fixtures, excepting however reasonable wear and damage caused by fire, lightning, tempest, acts of God and His Majesty's enemies.

6. The municipality covenants and agrees to furnish to the houses and to the tenants thereof all such facilities, privileges and services of the municipality as are furnished or made available to other properties or property owners and tenants in the municipality, including without limiting the generality of this clause, fire and police protection. The municipality covenants and promises that the services furnished in accordance with this clause and clause 3 b, shall be furnished in time to enable the tenants to occupy the houses as soon as the construction has sufficiently progressed.

The municipality covenants to take the necessary steps with the School Boards to obtain the enlargement or construction of the required schools.

7. Subject to the provisions of clause 10, His Majesty and/or the company shall pay to the municipality on the first day of the month of October in each of the years 1948 to 1963 inclusive, for services rendered and privileges and facilities made available the sum of twenty four dollars (\$24.00) in respect of each of the houses containing two bedrooms, and the sum of thirty dollars (\$30.00) in respect of each

(\$30.00) pour chaque maison contenant plus de deux chambres à coucher (la municipalité convient de payer la moitié dudit montant aux Commissions scolaires; ce montant sera réparti entre elles suivant la part des taxes auxquelles elles ont droit en loi); cependant, ces paiements, pour la première année, seront proportionnels, à cette période de l'année qui suivra le parachèvement de chaque maison.

8. Sous réserve des dispositions de la clause 10, Sa Majesté et/ou la compagnie, en plus des paiements mentionnés à la clause 7, payeront à la municipalité, le premier jour du mois d'octobre de chaque année, de 1948 à 1963 inclusivement, la somme de deux dollars (\$2.00), pour chacune des maisons, à titre de compensation pour le service d'éclairage des rues que la municipalité fournira; cependant, ces paiements, pour la première année, seront proportionnels à cette période de l'année qui suivra le parachèvement de chaque maison.

9. Tant que les maisons seront la propriété de Sa Majesté, la municipalité convient de n'imposer ni de percevoir des locataires, aucune taxe foncière, municipale ou scolaire, eu égard aux paiements dont il est fait mention aux clauses 7 et 8; toutefois, il est entendu que la présente clause n'enlève pas à la municipalité le droit d'imposer aux locataires ou aux occupants des maisons pendant qu'elles seront la propriété de Sa Majesté, les taux d'utilité publique ou les autres charges mentionnées à la clause 4, à savoir: (1) douze dollars (\$12.00) par année, par maison, pour le service d'eau et d'enlèvement de la neige. Ce service d'enlèvement de la neige consistera dans le grattage ou le soufflage de la neige suivant les règlements existants. (2) quatre dollars (\$4.00) par année, par maison, pour l'enlèvement des vidanges. Ce service sera le service régulier ou ordinaire.

De plus, la municipalité pourra percevoir des locataires ou des occupants les montants des licences ou permis qu'elle a le droit de percevoir des contribuables.

Il est entendu que ce contrat n'affecte pas le droit de la municipalité de percevoir des impôts personnels des locataires de ces maisons.

10. Nonobstant tout ce qui est contenu dans le présent contrat, les dispositions

of the houses containing more than two bedrooms (the municipality covenants to pay one-half of said amount to the School Boards; this amount shall be divided among them in the proportion to which they are entitled by law to receive taxes); however, these payments, for the first year, shall be pro rated in respect of this portion of the year following the completion of each house.

8. Subject to the provisions of clause 10, His Majesty and/or the company, in addition to the payments provided for in clause 7, shall pay to the municipality on the first day of the month of October in each of the years 1948-1963 inclusive the sum of two dollars (\$2.00) in respect of each of the houses in consideration for the street lighting services to be supplied by the municipality; these payments, however, for the first year, shall be pro rated in respect of this portion of the year following the completion of each house.

9. In consideration of the payments provided for in clauses 7 and 8 the municipality agrees not to levy or collect any land, municipal or school taxes from the tenants while the houses are owned by His Majesty; however, nothing contained in this clause shall be deemed to deprive the municipality of the right to charge the tenants or occupants of the houses while they are owned by His Majesty, the public utility rates or other charges provided for in clause 4, namely: (1) Twelve dollars (\$12.00) per year, per house, for water service and snow removal. This snow removal service shall consist in scraping or blowing snow according to the existing by-laws. (2) Four dollars (\$4.00) per year, per house, for garbage removal. Such service shall be the regular or ordinary service.

Furthermore, the municipality may collect from tenants or occupants the amounts of the licenses or permits which it has the right to collect from ratepayers.

Nothing in this agreement contained shall limit the right of the municipality to collect poll tax from any tenant of such houses.

10. The provisions of this agreement, except clause 13 hereinafter, shall only

des présentes, à l'exception de la clause 13 ci-après, n'affecteront que les maisons appartenant à Sa Majesté, et Sa Majesté sera libre de vendre ou de céder l'une quelconque des maisons ou toutes les maisons et leurs dépendances comme bon lui semblera. Cependant, durant la période s'étendant de la date du présent contrat et le premier jour d'octobre 1953 inclusivement, lorsque Sa Majesté vendra ou cédera les maisons et leurs dépendances, Sa Majesté et/ou la compagnie paieront à la municipalité la somme de quatre cents dollars (\$400.00) pour le lot appartenant à chaque maison ainsi vendue; de plus, durant la période s'étendant du premier jour d'octobre 1953 au premier jour d'octobre 1958, inclusivement, lorsque Sa Majesté vendra ou cédera les maisons et leurs dépendances, Sa Majesté et/ou la compagnie payeront à la municipalité la somme de deux cents dollars (\$200.00) pour le terrain appartenant à chaque maison ainsi vendue; de plus, au cours de l'année durant laquelle une ou plusieurs maisons et le lot sont ainsi vendus par Sa Majesté, les paiements mentionnés aux clauses 7 et 8 seront proportionnels à la partie de l'année durant laquelle Sa Majesté était propriétaire de cette ou de ces maisons et leur lot.

11. En considération du fait que la municipalité intervient et souscrit le présent contrat, Sa Majesté lui donne, par les présentes, une option qui sera irrévocable, pour la période déterminée par les présentes, d'acheter libres de toute charge (à l'exception des charges enregistrées contre les lots au moment de la cession à Sa Majesté ou des servitudes ou privilèges qui auraient pu être enregistrés par Sa Majesté depuis l'acquisition du lot) les lots appartenant à Sa Majesté le premier mai 1963, en bloc seulement, avec toutes les maisons, dépendances, clôtures, installations à demeure qui y seront alors érigées et construites, qui seront la propriété de Sa Majesté et/ou de la compagnie, pour la somme de onze cent cinquante dollars (\$1,150.00), pour chacune des maisons. Ladite option sera valable à compter du premier jour de mai 1963, jusqu'au trente-et-unième jour de juillet 1963 inclusivement. Le maire ou le greffier se prévaudront de cette option par

affect the houses owned by His Majesty, and His Majesty shall be at liberty to sell or convey any or all of the houses and their appurtenances as His Majesty may see fit. However, that whenever and so often during the period from the date hereof to the first day of October, 1953, inclusive as His Majesty shall sell or transfer the houses and their appurtenances, His Majesty and/or the company shall pay to the municipality the sum of four hundred dollars (\$400.00) for the lot appurtenant to each house so sold; moreover whenever during the period from the first day of October, 1953, to the first day of October, 1958, inclusive, as His Majesty shall sell or transfer the houses and their appurtenances, His Majesty and/or the company shall pay to the municipality the sum of two hundred dollars (\$200.00) for the lot appurtenant to each house so sold; moreover, in the year in which any house or houses and the lot so sold by His Majesty, the payments provided for in clauses 7 and 8 shall be pro rated to this portion of the year during which His Majesty was the owner of such house or houses and the lot appurtenant thereto.

11. His Majesty in consideration of the municipality entering into and executing these presents, hereby gives to the municipality an option irrevocable within the time for acceptance herein limited to purchase free from all encumbrances (save and except any encumbrance which may be registered against the lots at the time of the conveyance to His Majesty or of the servitudes or privileges which may have been registered by His Majesty since acquiring the lot) the lots owned by His Majesty on the first of May, 1963, as a whole only, together with all houses, appurtenances, fences, erection and fixtures, erected and constructed thereon and owned by His Majesty and/or the company for a sum of eleven hundred and fifty dollars (\$1,150.00) for each of the houses. The said option shall be open for acceptance as from the first day of May, 1963, to the thirty first day of July, 1963, inclusive. The Mayor or the Clerk may accept this option by mailed postage pre-

lettre affranchie et recommandée, portant le sceau de la corporation et laquelle sera adressée à Sa Majesté aux soins de la compagnie, à 1015 rue Saint-Alexandre, Montréal, (ou à toute autre adresse qui sera donnée par écrit par Sa Majesté ou la compagnie), cette lettre déclarant que la municipalité se prévaut de l'option et contenant un chèque au montant de dix pour cent (10%) dudit prix d'achat, visé et payable à l'ordre de la compagnie. Le solde dudit prix d'achat, sujet à régularisation s'il y a lieu, sera payé dans les soixante (60) jours qui suivent la date d'acceptation; toute régularisation sera datée du trente-et-unième jour de juillet 1963, et la rétrocession des lots avec les dépendances susmentionnées sera faite par actes ou transfert passés devant le notaire de la municipalité.

12. Sa Majesté et/ou la compagnie, à compter du premier jour d'octobre 1963, payeront annuellement à la municipalité, pour chaque maison et ses dépendances pendant que Sa Majesté en est propriétaire, pour services rendus et les privilèges et facilités mis à sa dispositions, une somme égale au montant des taxes, taux et/ou cotisations, y compris les taxes spéciales, lesquels seraient exigibles pour ces propriétés comme si ces propriétés appartenaient à une personne, compagnie, et/ou une corporation imposables.

Ladite somme sera payée à la municipalité au plus tard le premier jour d'octobre de chaque année, à compter de l'année 1963; cependant, ces paiements seront proportionnels à la partie de l'année durant laquelle chacune desdites maisons et leur lot seront la propriété de Sa Majesté.

13. La municipalité fera tous les changements nécessaires à ses règlements afin de permettre la construction et l'occupation desdites maisons comme résidences, qu'elles soient la propriété de Sa Majesté ou d'autres personnes, et dorénavant ne changera ni n'ajoutera à ces règlements des clauses qui nuiraient à la nature résidentielle de ces maisons et qui exigeraient qu'elles soient déplacées ou que leur structure soit changée; les parties désirent que les maisons demeurent *in situ* durant toute leur existence; cependant, aucune addition à l'une ou l'autre des maisons

paid and registered letter, bearing the seal of the corporation and addressed to His Majesty in care of the company at 1015, St. Alexandre street, Montreal, (or such other address as may be designated in writing by His Majesty or the company), stating in such letter that this option is accepted by the municipality and enclosing therewith an accepted cheque payable to the order of the company in the amount of ten per cent (10%) of the said purchase price. The balance of the said purchase price, subject to adjustments, if any, shall be paid within sixty (60) days from the date of acceptance; all adjustments to be dated as from the thirty first day of July, 1963, and the reconveyance of the lots with the appurtenances afore mentioned shall be by deeds or transfers passed before the Notary for the municipality.

12. His Majesty and/or the company from and after the first day of October, 1963, shall pay annually to the municipality in respect of each house and its appurtenances while owned by His Majesty for services rendered and privileges facilities made available a sum equal to the amount of taxes, rates and/or assessments, including special taxes that would be payable in respect thereof if the same were owned by non-exempt person, company and/or corporation.

The said sum shall be paid to the municipality not later than the first day of October in each year commencing with the year 1963; however, such payments shall be pro rated in respect to this portion of the year in which each of the said houses and their lot shall be owned by His Majesty.

13. The municipality shall effect all necessary changes to its by-laws in order that the construction and occupation of the said houses as residences be feasible, provided they be owned by His Majesty or other persons and hereafter shall neither change nor add to such by-laws clauses which would hinder the residential nature of such houses and which would require that they be displaced or have their structure changed; it is the wish of the parties that the houses should remain *in situ* during their entire existence; nevertheless, no addition to either one of

et aucune autre construction ne seront faites sur lesdits terrains sans que ce soit permis par les règlements municipaux.

14. S'il arrive qu'une des maisons, alors qu'elle est la propriété de Sa Majesté, soit endommagée par le feu ou les éléments ou autrement, antérieurement au premier jour d'août 1963, de sorte que cette maison devienne inhabitable, à l'opinion de Sa Majesté, Sa Majesté ou la compagnie pourra, à son entière discrétion, soit la réparer ou la reconstruire, soit complètement enlever les débris du lot y compris les fondations, et niveler le terrain. Dans le cas où les débris d'une maison ainsi endommagée sont enlevés, Sa Majesté cédera à la municipalité pour la somme nominale de un dollar (\$1.00) et libre de toute charge, (à l'exception des charges qui pourraient être enregistrées contre ledit lot ou une partie de ce lot, à la date de la cession à Sa Majesté, ou des servitudes et privilèges qui pourraient avoir été accordés par Sa Majesté après l'acquisition du terrain par Sa Majesté) le lot ou une partie du lot sur lequel cette maison était construite.

15. S'il arrive que la moyenne du prix coûtant réel des maisons soit supérieure ou inférieure audit prix coûtant de \$4,000.00 dont il est fait mention à la clause 3, la période désignée à la clause 4 sera étendue de un an pour chaque \$200.00 entier en excédent dudit prix coûtant, et elle sera raccourcie de un an pour chaque \$200.00 entier en déficit dudit prix coûtant; il faudra ajouter à l'année "1963" là où elle paraît aux clauses 4, 7 et 8 et l'année "1963" là où elle paraît aux clauses 11, 12 et 14, ou retrancher de celles-ci un nombre d'années identiques à celui qui étend ou raccourcit ladite période spécifiée à la clause 4, tel que mentionné ci-dessus.

16. Lorsque Sa Majesté et/ou la compagnie vendront les immeubles cédés ou à être cédés avec les maisons dessus construites, les privilèges consentis par la municipalité dans le présent contrat cesseront *ipso facto* et les nouveaux propriétaires seront assujettis à la loi régissant la cité de Québec et à ses règlements.

the houses and no other construction whatever shall be made on the said land without being so allowed by the municipal by-laws.

14. In the event that any of the houses while owned by His Majesty are damaged by fire or the elements or otherwise prior to the first day of August, 1963, so as in the opinion of His Majesty to render the same uninhabitable, His Majesty or the company may at their discretion either repair or rebuild it, or completely remove the remains from the lots including the foundation and level the land. In the event that the remains of such damaged house are removed, His Majesty shall convey to the municipality for the nominal sum of one dollar (\$1.00) and free of all encumbrances (save and except any encumbrance which may be registered against such lot or portion of same, at the date of the transfer to His Majesty, or of servitudes and privileges which might have been granted by His Majesty after the purchase of the land by His Majesty) the lot or portion of same whereupon such house was erected.

15. In the event that the actual average cost per house shall exceed or be less than the said estimated average cost price of \$4,000.00 referred to in clause 3, the period designated in clause 4 shall be extended by one year for in respect of each full \$200.00 in excess of the said cost price, and it shall be reduced by one year for and in respect of each full \$200.00 under the said cost price; there shall be added to the year "1963" where it appears in clauses 4, 7 and 8 and the year "1963" where it appears in clauses 11, 12 and 14 or deduct from the latter a number of years identical to that which increases or decreases the said period as mentioned in clause 4 as aforesaid.

16. Whenever His Majesty and/or the company shall sell the immoveables conveyed or to be conveyed together with the houses erected upon, the privileges consented by the municipality in this agreement shall cease *ipso facto* and the new owners shall be subject to the law governing the city of Québec and to its by-laws.

